



17 septembre 2014

(14-5194)

Page: 1/13

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: français

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RAPPORT DE DJIBOUTI

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par Djibouti est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport fait l'objet d'une distribution restreinte et ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la première séance de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur Djibouti.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES.....	3
1 INTRODUCTION	4
2 ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES ET INSTITUTIONNELLES.....	5
2.1 Évolutions institutionnelles	5
2.1.1 Code de commerce	5
2.1.2 Propriété industrielle et commerciale.....	5
2.1.3 Partenariat public-privé	5
2.1.4 Un Guichet Unique	5
2.2 Les résultats et les perspectives macroéconomiques	6
2.3 Le commerce extérieur.....	6
2.4 La vision du développement économique	7
3 RÉGIME DES INVESTISSEMENTS ET SON ÉVOLUTION	7
3.1 La politique de l'investissement	7
3.2 Les zones franches	8
4 LA POLITIQUE COMMERCIALE ET SES PERSPECTIVES	8
4.1 Le système commercial multilatéral	8
4.2 L'intégration régionale et les accords commerciaux régionaux	9
4.2.1 Intégration continentale	9
4.2.2 Le COMESA.....	9
4.2.3 L'Autorité Inter Gouvernementale pour le Développement (IGAD).....	9
4.2.4 Les accords de partenariat avec l'Union européenne.....	10
4.2.5 La Loi sur la Croissance et les Possibilités Économiques en Afrique (AGOA)	10
4.3 Le cadre bilatéral.....	10
5 LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT SECTORIELLES	10
5.1 Le transport et la logistique	10
5.2 Le tourisme	11
5.3 L'énergie	11
5.4 Les télécommunications	11
5.5 L'industrie	12
5.6 L'agriculture, de la pêche et de l'élevage	12
5.6.1 Sous-secteur pêche.....	13
5.6.2 Sous-secteur élevage	13
6 CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	13

LISTE DES ACRONYMES

ACP	Afrique Caraïbe Pacifique
AfOA	Afrique Orientale et Australe
AGOA	African Growth and Opportunity Act
ANPI	Agence Nationale de Promotion des Investissements
APE	Accord de Partenariat Économique
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
FMI	Fonds Monétaire International
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GU	Guichet Unique
HCNDPP	Haut Conseil National du Dialogue Public-Privé
IDE	Investissements Directs Étrangers
IGAD	Autorité Inter Gouvernementale pour le Développement
INDS	Initiative Nationale de Développement Social
ODPIC	Office Djiboutien de la Propriété Industrielle et Commerciale
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
PAID	Port Autonome International de Djibouti
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays Moins Avancé
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PMI	Petite et Moyenne Industrie
SADC	Southern Africa Development Community
SCAPE	Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi
SNDC	Stratégie Nationale de Développement du Commerce
TOFE	Tableau des Opérations Financières et Économiques
TSA	Tout Sauf les Armes
UA	Union Africaine
UE	Union Européenne
USD	United States Dollars
ZLE	Zone de Libre Échange

1 INTRODUCTION

1.1. La République de Djibouti est située dans la corne de l'Afrique. Son territoire est limité au nord, à l'ouest et au sud par l'Éthiopie (450 km de frontières), au sud-est par la Somalie (65 km) et à l'est par l'Océan Indien avec une façade maritime de 370 kilomètres.

1.2. Le pays est Membre de l'OMC depuis le 31 mai 1995. Elle a été partie contractante du GATT à partir du 16 décembre 1994, après l'avoir appliqué de fait depuis le 18 novembre 1960. Le Gouvernement de la République de Djibouti reconnaît le rôle central que joue l'OMC dans la gestion et la sauvegarde d'un système commercial multilatéral ouvert et fondé sur des règles, visant à promouvoir la croissance et le développement à l'échelle mondiale. La surveillance des politiques commerciales nationales à travers le Mécanisme d'examen des politiques commerciales est un aspect important des travaux de l'OMC et la transparence est une composante fondamentale de l'efficacité du système commercial multilatéral.

1.3. Le premier examen de la politique commerciale de la République de Djibouti s'est tenu en 2006. Le présent examen est donc le second du genre, mais depuis de nombreux faits nouveaux importants qui ont eu lieu qui continuent d'avoir une incidence sur le commerce et les politiques liées au commerce.

1.4. L'un des principaux changements survenus au niveau de la politique commerciale de Djibouti est l'adoption d'une stratégie nationale de développement du commerce (SNDC)¹ en 2010 et d'un Code de commerce en 2011.

1.5. La nouvelle politique commerciale de Djibouti, telle qu'elle est envisagée par le gouvernement pour les années à venir est présentée dans plusieurs documents cadres dont le document "Djibouti Vision 2035"² et sa stratégie d'opérationnalisation en cours de formulation dénommée "stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE)"³ en remplacement de l'Initiative Nationale de Développement Social (2008-2012)⁴.

1.6. La nouvelle stratégie nationale de développement du commerce (SNDC 2) en cours de formulation s'inscrit dans cette perspective et devrait comprendre des composantes dédiées à l'intégration régionale, à la régulation du marché, à la facilitation des échanges, au développement du secteur privé et du tourisme qui viendront enrichir le cadre pour les futures actions de Djibouti dans le domaine de la politique commerciale.

1.7. Le pays a continué à contribuer aux travaux du Secrétariat du COMESA et notamment de la mise en œuvre des préparatifs pour la mise en place de l'union douanière et du marché commun, des négociations de l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE) et de l'Accord tripartite SADC-COMESA-CAE. Outre sa participation aux différents accords de l'OMC, Djibouti poursuit son programme de libéralisation du commerce de façon bilatérale et régionale en vue de promouvoir le commerce et les investissements.

1.8. Djibouti aspire à réaliser tous ses objectifs liés à la politique commerciale tout en induisant une meilleure inclusion sociale, et promouvant la croissance économique et le développement durable. L'objet du présent rapport est de fournir un large aperçu de la manière dont la politique commerciale est formulée, et aussi de mettre en évidence les priorités de la politique commerciale actuelle et future du pays.

¹ République de Djibouti, Ministère du Commerce et de l'Industrie, Stratégie nationale de développement durable du commerce (2010 - 2015), Djibouti.

² République de Djibouti, Ministère de l'Économie et des Finances Chargé de l'Industrie (2013), "Vision Djibouti 2035", Djibouti.

³ République de Djibouti, *Stratégie de croissance accélérée et pour la promotion de l'emploi*, 2013, Djibouti.

⁴ Initiative Nationale de Développement Social, CSLP de 2e génération.

2 ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES ET INSTITUTIONNELLES

2.1 Évolutions institutionnelles

2.1. Depuis le dernier examen de la politique commerciale, la Constitution de la République de Djibouti⁵ a été révisée en avril 2010 introduisant ainsi le multipartisme intégral, la durée du mandat présidentiel, la consolidation de l'État de droit, le cumul des mandats, l'abolition de la peine de mort et la constitution d'un Sénat.

2.2. Des éléments liés à la politique commerciale de la République de Djibouti apparaissent dans la loi fondamentale, notamment au niveau des questions de contrôle externe, de ratification d'accords internationaux, ou de l'adoption du budget de l'État.

2.1.1 Code de commerce

2.3. La République de Djibouti s'est dotée d'un nouveau code de commerce qui est entré en vigueur en août 2012.⁶ L'adoption de ce nouveau corpus juridique répondait au souci de mieux réglementer l'activité commerciale et constitue une contribution majeure dans l'amélioration du climat des affaires du pays.

2.1.2 Propriété industrielle et commerciale

2.4. L'Office Djiboutien de la Propriété Industrielle et Commerciale⁷, qui a vu le jour en 2009, joue un rôle important de facilitation dans le processus de création et d'enregistrement des entreprises. Il a pour objet la tenue des registres nationaux de propriété industrielle et l'inscription de tous les actes affectant la propriété des titres de propriété industrielle et commerciale, la tenue du registre central du commerce et du fichier alphabétique pour les personnes physiques et morales, la conservation des exemplaires des actes afférents au registre du commerce émanant des registres locaux.

2.5. Djibouti va poursuivre ce processus à l'adhésion aux traités administrés par l'OMPI. Il s'agit notamment du traité de coopération en matière de Brevet (PCT), l'arrangement de la Haye pour l'enregistrement international des dessins et modèles industriels.

2.1.3 Partenariat public-privé

2.6. Depuis le 30 août 2012, la République de Djibouti est dotée d'un Haut Conseil National du Dialogue Public-Privé.⁸ Sa mission est de veiller à la mise en place d'un environnement des affaires favorable à l'épanouissement du secteur privé en vue de contribuer à la croissance économique et à la création d'emploi.

2.7. Le Haut Conseil est composé des trois instances suivantes: un comité stratégique, un comité technique et un secrétariat permanent. Le mode de fonctionnement prévu pour le Haut Conseil National du Dialogue Public-Privé djiboutien est conforme aux bonnes pratiques régionales.

2.1.4 Un Guichet Unique

2.8. Un Guichet Unique⁹, créé en 2013 auprès de l'Agence Nationale de Promotion des Investissements, est destiné à faciliter le processus de formalisation, de création d'entreprises et d'accompagnement des investisseurs.

2.9. L'objectif principal du Guichet Unique est de dématérialiser les procédures et en réduisant les coûts et délais de traitement des dossiers en 72 heures au plus.

⁵Loi n° 92/AN/10/6e L du 21 avril 2010.

⁶Loi n° 134/AN/11/6ème L du 01 août 2012.

⁷Loi n° 49/AN/08/6e L du 19 avril 2009.

⁸Décret n° 2012-0188/PR/MEFIP.

⁹Décret n° 2013-114/PR/MDCC.

2.10. Ces réformes ont contribué à une amélioration significative dans les classements des différents indices internationaux de Djibouti. En effet, Djibouti a été classé en 160^e position sur 189 pays dans le rapport de la Banque mondiale "Doing Business en 2014". En 2013, Djibouti était classé en 171^e position sur 185 pays.

2.2 Les résultats et les perspectives macroéconomiques

2.11. En 2013, la croissance économique du pays a poursuivi l'accélération initiée en 2012 (4.5%) pour atteindre 5%. Elle est portée par les deux moteurs traditionnels de l'économie du pays que sont les investissements directs étrangers (IDE) et les activités portuaires.

2.12. L'attractivité de la République de Djibouti auprès des investisseurs internationaux est démontrée par la progression du taux d'investissement, qui montre un accroissement notable des flux entrants des investissements directs étrangers (IDE) depuis le dernier examen de politique commerciale en 2006. En effet, le taux d'investissement direct étranger par rapport au PIB qui n'était que de 13% dans les années 2000-2005 est passé à 31% dans les années 2005-2010, soit un taux largement supérieur à celui de l'Éthiopie, mais également de celui Kenya qui était autour de 20%.

2.13. En 2013 les flux d'IDE ont atteint un niveau record car leur montant s'élève à 277 millions de USD soit 18.6% du produit intérieur brut (PIB). Cette dynamique devrait se maintenir dans les années à venir, soutenue par la poursuite de la mise en œuvre d'un vaste programme d'investissement, notamment dans les infrastructures. Ce programme constitue un tournant majeur pour la République de Djibouti. Il repose sur l'ambition des autorités de transformer le pays en une plateforme régionale de services commerciaux, logistiques et financiers.

2.14. L'inflation a été ramenée à 3.7% en 2012 à 2.7% en 2013 grâce à la stabilisation des prix internationaux des denrées alimentaires et à une baisse des tarifs de l'électricité pour les ménages à faible consommation.¹⁰

2.15. Grâce à une politique prudente du gouvernement en matière de dépenses publiques et à l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales, le déficit budgétaire est passé à 2,7% du PIB en 2012 à 1,9% du PIB en 2013. Fort de ces fondamentaux, Djibouti peut se concentrer sur son principal objectif d'être un hub régional dans les secteurs de la logistique, des télécoms et de la finance.

2.16. En 2014, la croissance continuera d'être stimulée par l'activité portuaire profitant du dynamisme de l'économie des pays voisins enclavés, l'Éthiopie et le Soudan du sud notamment, dont le commerce passe majoritairement par Djibouti. Elle restera également portée par d'importants flux d'investissements.

2.17. Les perspectives macroéconomiques à moyen terme demeurent favorables. Les projections pour 2013-2016 tablent sur une croissance du PIB réel d'environ de 6% du PIB, un taux d'inflation de 2.5% et un déficit courant de 13.5% du PIB.

2.18. Le gouvernement entend poursuivre ses efforts dans le sens de la consolidation macroéconomique. Sur le plan de la prévision budgétaire, les perspectives de réformes s'articulent autour de trois (3) axes. Elles concernent: (i) l'élaboration d'outils de prévision budgétaire, (ii) l'amélioration et la modernisation du suivi des recettes, et (iii) l'organisation d'un système de production des données.

2.3 Le commerce extérieur

2.19. Les activités commerciales extérieures restent principalement concentrées sur le secteur des services, de transit d'exportations et d'importations éthiopiennes.

2.20. Les exportations djiboutiennes restent limitées et principalement constituées par les exportations de bétail, provenant de la Somalie et de l'Éthiopie à destination, des pays de la péninsule arabique (des Émirats Arabes Unis, Arabie Saoudite et du Yémen). Les bonnes

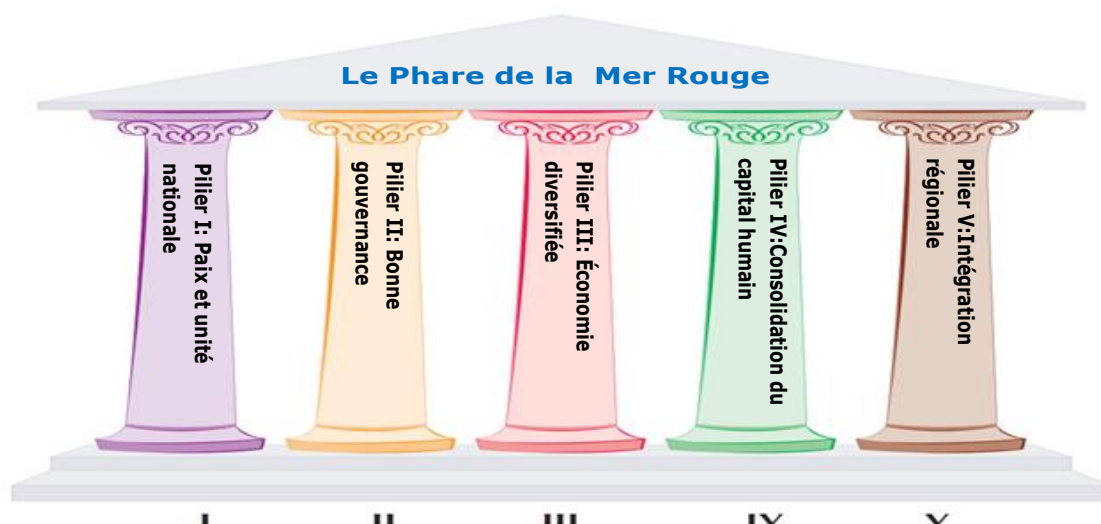
¹⁰ Ministère de l'Économie et des Finances.

perspectives dans le commerce du bétail ont conduit le gouvernement à mettre en place un nouveau port à bétail afin d'intensifier davantage les exportations.

2.21. Compte tenu d'une balance commerciale déficitaire, le gouvernement vise à réduire le déséquilibre à travers la mise en place des infrastructures de commerce et de stimulation des PME qui participe à la création de chaînes de valeurs dans les secteurs porteurs identifiés tels que la pêche, l'élevage, le tourisme. L'objectif de diversification de l'économie relatée dans la vision 2035 constitue des orientations du gouvernement pour améliorer à terme le déficit commercial de notre pays.

2.4 La vision du développement économique

2.22. Le gouvernement a lancé en août 2014 la vision Djibouti 2035 qui est un nouveau modèle de développement économique. Celle-ci repose sur cinq grands piliers, à savoir: (i) paix et unité nationale, (ii) bonne gouvernance, (iii) économie diversifiée, (iv) consolidation du capital humain et (v) intégration régionale.



2.23. Les cinq piliers de la transformation nationale visent à faire de la République de Djibouti une nation émergente, à revenu intermédiaire avant l'horizon 2035.

2.24. Il s'agit d'un programme de changement vaste et ambitieux visant à transformer fondamentalement le pays avec des institutions efficaces au service de la population. Le Programme de transformation économique est fondé sur une approche axée les domaines clés de l'économie et les initiatives de réforme stratégiques.

2.25. Le plan quinquennal opérationnel de la vision 2035 est dans la Stratégie de Croissance Accéléré pour l'Emploi (SCAPE) qui sera finalisée au plus tard au cours du dernier semestre 2014. Les actions permettront d'asseoir un dispositif efficace de suivi et d'évaluation de la stratégie quinquennale de développement et de ses programmes.

3 RÉGIME DES INVESTISSEMENTS ET SON ÉVOLUTION

3.1 La politique de l'investissement

3.1. La République de Djibouti a une économie libérale qui autorise tout investisseur aussi bien national qu'étranger à investir dans tous les secteurs. L'Agence Nationale de Promotion des Investissements (ANPI), créée en 2001, gère l'octroi des avantages qui sont cités dans le Code des investissements.

3.2. La République de Djibouti a procédé à l'examen de sa politique d'investissement en 2013, dans lequel les axes d'une stratégie d'attraction des IDE, partant de la volonté des autorités publiques à développer le secteur privé et considérant le contexte de forte concurrence entre les pays au niveau mondial pour l'attraction des IDE. Les principes dans ce cadre sont notamment la cohérence dans les réformes, la définition claire des droits et obligations des investisseurs, la nécessité de renforcer les capacités de négociation du gouvernement djiboutien face aux investisseurs et le développement du secteur privé qui est un déterminant majeur pour l'attraction des IDE. C'est pourquoi un nouveau code des investissements est en cours d'élaboration.

3.3. Les programmes d'investissement prioritaires portent sur les secteurs du tourisme, des infrastructures routières et ferroviaires, de l'énergie et des secteurs à forte intensité de capital comme l'industrie extractive et l'exploration minière.

3.2 Les zones franches

3.4. La zone franche de Djibouti a un atout majeur - l'existence d'infrastructures portuaires modernes dont le pays compte davantage tirer profit afin contrebalancer la forte activité transit des marchandises et ainsi maximiser les potentialités de ses infrastructures portuaires et zone franche comme un instrument pour attirer les investisseurs étrangers et promouvoir les réexportations. L'objectif est de développer des zones franches avec des activités d'import-export, de services ou d'opérations logistiques à valeur ajoutée, réalisées dans le contexte d'une plateforme logistique multimodale afin de pénétrer le marché régional et africain.

3.5. Depuis sa création en 2004, la zone franche de Djibouti (DFZ) a contribué de manière significative à l'insertion de notre pays à l'économie internationale. Grâce à sa position géostratégique, la République de Djibouti entend dynamiser le potentiel des flux d'investissements de la région en augmentant la confiance des entreprises et des firmes multinationales. Djibouti poursuit sa stratégie de modernisation de l'environnement juridique qui entoure le monde des affaires compte tenu de la spécificité de ses exigences en matière de procédures et de traitement des litiges commerciaux.

3.6. Le gouvernement de Djibouti va créer une cour commerciale internationale dans la Zone franche, afin d'encourager le commerce. Cette cour commerciale extraterritoriale répondra aux meilleures pratiques et normes internationales. Elle appliquera le système juridique du common law et sera indépendante des cours et tribunaux ordinaires nationaux qui continueront d'appliquer le droit civil.

3.7. La Cour fournira un accès instantané à un système judiciaire indépendant, efficace et prévisible. Les jugements rendus apporteront une certitude aux parties commerciales quant à la résolution de tous les litiges commerciaux même pour les cas les plus complexes. Les différentes parties liées dans des contrats commerciaux auront le choix d'opter pour la compétence de la Cour commerciale internationale de Djibouti. La cour commerciale agira comme un centre international indépendant, qui n'est liée à aucun État, et favorisant constamment une plus grande coopération judiciaire, et qui est destinée à supprimer les obstacles qui freinent les investissements et la croissance des entreprises dans l'environnement des affaires.

4 LA POLITIQUE COMMERCIALE ET SES PERSPECTIVES

4.1. La politique commerciale de Djibouti reste fortement ancrée dans les échanges commerciaux régionaux et multilatéraux. L'objectif poursuivi par la politique commerciale est inscrit dans la "Vision 2035". Il vise à contribuer au développement économique et social ainsi qu'à la réduction de la pauvreté et du chômage, à la création d'un hub commercial régional, à l'intégration économique du pays au sein des organisations économiques régionales et dans le système commercial multilatéral.

4.1 Le système commercial multilatéral

4.2. La République de Djibouti est Membre originel de l'OMC depuis le 31 mai 1995. Elle a été partie contractante du GATT à partir du 16 décembre 1994, après l'avoir appliqué de fait depuis le 18 novembre 1960.

4.3. Djibouti est fermement convaincue qu'un système commercial multilatéral fondé sur des règles dans le cadre de l'OMC est nécessaire pour préserver les intérêts des pays en développement, ainsi que pour garantir que le commerce mondial s'effectue de manière ordonnée. Le gouvernement poursuivra ses efforts en faveur d'une conclusion rapide des négociations du Cycle de Doha, car il en découlerait des avantages importants, non seulement pour la communauté commerciale mondiale dans son ensemble, mais aussi pour le renforcement des échanges entre pays en développement.

4.4. Djibouti a participé à la neuvième Conférence ministérielle et a soutenu le paquet de Bali et en particulier la proposition de l'Accord sur la facilitation des échanges.

4.2 L'intégration régionale et les accords commerciaux régionaux

4.5. La République de Djibouti envisage de maintenir ses efforts pour renforcer davantage l'ouverture du pays et concrétiser un partenariat actif dans la réalisation de blocs économiques régionaux compétitifs dans le commerce mondial. Afin de renforcer sa position géographique, Djibouti appartient aux blocs régionaux du COMESA, à la Zone de Libre Échange Continentale et à l'IGAD. L'objectif poursuivi par la politique d'intégration régionale est la diversification de la production et l'accélération de la croissance économique.

4.2.1 Intégration continentale

4.6. Lors de l'assemblée des Chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'Union Africaine (UA) en 2012, a été adopté un plan d'action de stimulation du commerce intra-africain et la mise en place d'une zone de libre-échange continentale en 2017. Conformément à ces décisions, Djibouti a mis en place un mécanisme de coordination et de suivi, regroupant les représentants du secteur public et privé. Un plan d'action nationale est en cours d'élaboration pour le renforcement du commerce régional et africain et qui permettra d'orienter les autres processus dans lesquels est engagé le pays (ZLE, COMESA, Tripartite) pour une intégration cohérente et en phase avec les objectifs de développement fixés par la Vision 2035.

4.2.2 Le COMESA

4.7. Djibouti est membre du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA). Le COMESA comprend 19 pays membres.¹¹ Le traité du COMESA préconise une intégration progressive des États au sein de l'espace douanier. Lorsque l'union douanière sera entièrement réalisée, le COMESA constituera un vaste marché de 19 États membres pour une population d'environ 500 millions de personnes.

4.8. Dans l'optique de préparer le pays à l'avènement du marché commun, le gouvernement a élaboré en 2013 un Programme de Mise en oeuvre de l'Intégration Régionale (PMIR) qui détermine les objectifs du pays à moyen terme (2014-2016) en matière d'intégration régionale, recense les défis qui nuisent à cette intégration afin de les supprimer à terme, évalue les progrès des engagements au niveau sectoriel, implique davantage les parties prenantes dans la réalisation de ce programme par un système de suivi et évaluation.

4.2.3 L'Autorité Inter Gouvernementale pour le Développement (IGAD)

4.9. La République de Djibouti héberge le siège de l'organisation et maintient un partenariat régional robuste avec ses voisins proches afin de concrétiser les objectifs de développement régionaux qui s'articulent autour de la promotion de la paix (lutte contre le terrorisme et la piraterie), la lutte contre l'insécurité alimentaire et l'intégration économique. Les Chefs d'États de l'IGAD ont lancés au cours de l'année 2009, le programme d'intégration minimum pour la région de l'IGAD.

4.10. Djibouti est attachée au rapprochement économique et envisage un processus d'intégration économique inclusif en améliorant la compétitivité de la sous-région (IGAD). En effet, le pays met en place d'importantes infrastructures (ports, aéroport, voies ferrées et création de nouveau

¹¹Burundi, Comores, Djibouti, RDC Congo, Égypte, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Île Maurice, Rwanda, Seychelles, sud-Soudan, Zambie, Zimbabwe, Érythrée, Éthiopie, Swaziland et Ouganda.

corridor) qui contribueront de manière décisive à une intégration plus approfondie avec les pays de l'IGAD.

4.2.4 Les accords de partenariat avec l'Union européenne

4.11. L'Union européenne reste l'un des principaux partenaires commerciaux de la République de Djibouti, devancé par l'Asie et la péninsule arabique. Son statut de PMA permet au pays de continuer à bénéficier des préférences octroyées par l'Union européenne sous l'initiative "Tout Sauf les Armes" qui accorde un accès au marché en franchise de droit. C'est à juste titre que le gouvernement a notifié à l'Union européenne et aux ACP sa décision de ne pas signer d'APE avec l'UE. Néanmoins, dans le contexte régional, la République de Djibouti est en train de négocier un accord de partenariat économique avec l'Union européenne au sein du bloc de négociation Afrique Orientale et Australe (AfOA) avec des modalités de négociations axées sur l'appui au développement régional.

4.2.5 La Loi sur la Croissance et les Possibilités Économiques en Afrique (AGOA)

4.12. La République de Djibouti est devenue éligible aux avantages généraux prévus par l'AGOA, le 2 octobre 2000, mais pas encore à ceux spécifiques au textile et à l'habillement.

4.13. Lors du dernier au sommet États-Unis-Afrique tenu à Washington les 6 et 7 août 2014, Djibouti a soutenu la proposition africaine de proroger l'AGOA pour quinze (15) autres années.

4.3 Le cadre bilatéral

4.14. Les accords commerciaux bilatéraux sont considérés comme un moyen d'atteindre plus rapidement un niveau élevé de libéralisation, ce qui permettrait d'accéder effectivement aux marchés des partenaires commerciaux. Djibouti poursuit une politique commerciale lui permettant de faciliter les échanges régionaux à travers la signature de plusieurs accords commerciaux non seulement avec les pays de la sous-région (Éthiopie, Kenya, sud-Soudan) mais aussi avec les pays de la péninsule arabique (Émirats, Yémen, Koweït).

5 LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT SECTORIELLES

5.1 Le transport et la logistique

5.1. Le secteur des transports constitue l'épine dorsale de l'économie djiboutienne. En effet, la chaîne des transports est le pilier principal de l'activité économique du pays et conditionne la performance du secteur tertiaire. Le secteur des transports et de la logistique représente environ 28% dans la formation du PIB du secteur tertiaire. Djibouti est un des leaders dans le segment activités portuaires au niveau de la région septentrionale du COMESA.

5.2. Les objectifs globaux de la stratégie du développement du secteur des transports sont de réduire les contraintes du transport de manière à permettre une croissance économique soutenue du pays, et contribuer à la réduction de la pauvreté. Afin de promouvoir le commerce et la compétitivité du pays, l'action du gouvernement vise à favoriser le développement d'un système de transport multimodal efficient, à coopérer avec les partenaires régionaux pour améliorer la connectivité de la chaîne des transports au niveau régional et à encourager la participation des PME aux activités de transport.

5.3. Dans cet objectif un effort de modernisation sans précédent des infrastructures des transports est en cours. Le nombre des ports a été accru afin de répondre efficacement à l'augmentation du trafic notamment avec l'Éthiopie, un grand nombre de pays enclavés, dont l'essentiel des échanges commerciaux avec le monde passe par Djibouti. Par ailleurs les ports de Djibouti disposent d'équipements modernes et d'un personnel hautement qualifié qui permettent d'obtenir une productivité largement supérieure à celle de tous autres ports régionaux d'Afrique de l'Est. Le Djibouti Conteneur Terminal (DCT) se classe parmi les meilleurs mondiaux dans le domaine du trafic conteneur.

5.4. Dans ce secteur deux nouveaux projets vont bientôt démarrer, à savoir Doraleh Multipurpose Port et le Port animalier de Demerjog.

5.5. Dans le cadre de l'intégration des modes de transport, le gouvernement a lancé les programmes de construction de lignes de chemins de fer et de corridors routiers. Deux lignes de chemins de fer sont programmées dont la première en cours de construction. Elle reliera la ville de Djibouti et ses ports à la ville d'Addis-Abeba. La deuxième ligne reliera le nouveau port de Tadjourah (Nord Djibouti) à la ville de Mékele (Nord d'Éthiopie).

5.6. Dans le domaine des routes, un nouveau corridor est en cours de construction dans la partie nord du pays. Il s'agit du corridor Tadjourah-Balho. Le corridor existant, qui relie la ville de Djibouti à Galafi doit être entièrement rénové et agrandi.

5.7. Dans le secteur aérien, un nouvel aéroport international est planifié à proximité de la ville Djibouti. Cet aéroport répondra aux standards internationaux de l'aviation civile. À côté de ces grandes infrastructures de transport, de grandes zones franches vont être développées afin d'attirer les entreprises et favoriser la création d'emploi.

5.2 Le tourisme

5.8. Le secteur touristique est un des secteurs les plus importants en matière de développement économique de la République de Djibouti. Cette constatation résulte du patrimoine naturel et culturel que Djibouti peut mettre en valeur en s'appuyant sur sa situation géographique très favorable et la possibilité de créer un nombre important d'emplois à court et moyen terme. La "Vision 2035" place le secteur touristique au cœur du développement de Djibouti.

5.9. La croissance du tourisme à Djibouti se fera sur la base d'un modèle de développement dans lequel le tourisme sera un axe majeur des politiques de développement économique d'ensemble. La Stratégie Nationale de Développement du Tourisme, en cours d'élaboration, a pour objectif la création d'une industrie touristique qui sera un des moteurs du processus de transformation structurelle de l'économie nationale.

5.10. Dans ces conditions, l'ambition stratégique est d'opérer un "saut quantitatif et qualitatif" majeur afin que le tourisme devienne l'un des piliers de la croissance économique et de l'emploi à Djibouti. À cet effet des zones économiques spéciales à vocation touristique seront construites tout au long du littoral. La synergie des stratégies de développement du tourisme engagée avec l'Éthiopie marquera une dimension régionale du secteur pour stimuler et canaliser le fort potentiel touristique de la région.

5.3 L'énergie

5.11. Le secteur énergétique joue un rôle essentiel dans le développement socio-économique de la République de Djibouti. Les perspectives énergétiques à moyen et long terme sont favorables grâce à l'exploitation du potentiel géothermique, de l'énergie solaire et de l'éolienne, et à l'interconnexion avec l'Éthiopie qui dispose également de gisements hydroélectriques gigantesques.

5.12. La politique énergétique agira sur la production et la consommation pour contribuer à l'atteinte des objectifs de la croissance. En effet, la fourniture de l'énergie en quantité pour l'expansion des activités économiques et la diversification de l'économie constitue un enjeu majeur pour le pays, tout comme l'accessibilité du plus grand nombre des populations à l'énergie pour l'amélioration des conditions de vie et la modernisation des zones rurales.

5.13. Le secteur privé intervient actuellement dans diverses activités économiques du secteur énergétique telles que le stockage et la distribution de pétrole. Le gouvernement continuera d'encourager les investissements dans le secteur énergétique et la participation du secteur privé.

5.4 Les télécommunications

5.14. Les services des télécommunications jouent un rôle crucial pour la croissance, le développement économique et la réduction de la pauvreté. Le secteur des télécommunications contribue à hauteur de 7% du PIB djiboutien.

5.15. Djibouti dispose d'une puissante infrastructure de câbles sous-marins. Djibouti Telecom gère en effet plusieurs câbles sous-marins, dont elle revend la capacité à des pays étrangers, notamment dans la sous-région. La vision dans ce secteur consiste à moderniser le secteur des télécommunications afin de permettre une réduction des coûts et l'amélioration de la qualité du service. Cette stratégie s'accompagnera d'un repositionnement de Djibouti Telecom sur son domaine d'expertise et une ouverture progressive des autres segments du marché (services à valeurs ajoutés) aux investisseurs privés.

5.16. Au niveau institutionnel, une stratégie nationale pour le développement des TIC et des télécommunications est en cours d'élaboration. Dans le cadre de cette stratégie le gouvernement envisage la mise en place d'une autorité de régulation dans le domaine des télécommunications afin de mettre en place un dispositif juridique adapté. Une lettre de politique sectorielle accompagnera cette stratégie.

5.17. Dans la décennie à venir, Djibouti sera au cœur d'une société de l'information grâce à la valorisation d'un cadre stratégique, institutionnel et économique de développement des TIC, d'une infrastructure nationale de réseaux d'information et de communication développée et accessible, d'importantes capacités humaines et une expertise nationale.

5.18. Le développement des TIC permettra également d'augmenter les rendements dans les activités économiques et tous les secteurs d'activité, améliorant ainsi la compétitivité mais aussi le bien-être des populations.

5.5 L'industrie

5.19. En matière de développement industriel, l'objectif principal du gouvernement est la transformation structurelle de l'économie nationale basée sur le développement des industries légères et l'exploitation des ressources naturelles. Dans ce cadre, la mise en place d'unités de transformation de produits sera encouragée.

5.20. Une telle politique passe sûrement par une stratégie qui a pour objectifs le renforcement de la compétitivité et faire de ce secteur un véritable tremplin pour l'émergence d'une pépinière de PME et PMI, mais aussi la mise en place d'un cadre institutionnel, juridique et réglementaire adéquat.

5.21. La présence des ressources minières variées constitue une opportunité de développement du secteur industriel, de création de revenus et d'emplois. Le gouvernement mettra en œuvre des dispositions rapides pour l'exploitation des minerais déjà identifiés tandis que des opérations de recherches des ressources du sous-sol seront menées sur les sites ou les indices ont été identifiés.

5.22. Le développement du secteur de l'artisanat connaîtra un développement accéléré en rapport avec la mise en œuvre d'une politique volontariste du secteur du tourisme, contribuant ainsi à l'accélération de la croissance et au développement des exportations.

5.6 L'agriculture, de la pêche et de l'élevage

5.23. Djibouti dispose d'importantes ressources agricoles, halieutiques et animales même si le pays reste confronté de façon récurrente à la dureté du climat, la sécheresse et à l'insécurité alimentaire. La stratégie du développement du secteur primaire vise à créer les conditions d'une sécurité alimentaire durable et à contribuer à la réduction de la pauvreté, au développement économique du pays et à son insertion dans l'espace régional. Les principaux objectifs de développement du secteur primaire reposent sur les axes suivants:

- Améliorer l'accès à l'eau,
- Augmenter la production et la productivité agricole pour améliorer la sécurité alimentaire et accroître le revenu des opérateurs du secteur primaire,
- Accroître la productivité du cheptel national à travers l'adoption de système d'élevage approprié,

- Promouvoir l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques,
- renforcer les capacités des organisations de producteurs et des structures institutionnelles.

5.6.1 Sous-secteur pêche

5.24. Djibouti dispose d'une longueur de côtes de 372 km, et revendique une Zone Économique Exclusive (ZEE) de 7 459 km². Le Gouvernement de Djibouti, dans le cadre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), a fixé au secteur de la pêche des objectifs spécifiques de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la sécurité alimentaire et de contribution accrue à l'économie nationale. Pour jouer son rôle de créateur d'emplois et diminuer les vulnérabilités sociales, le Schéma directeur de la pêche s'inscrit dans une approche de valorisation des potentialités existante et diminuer la dépendance alimentaire avec:

- proposition de nouveaux modes de gestion des pêches;
- de nouvelles approches du marché local;
- des modes plus actifs d'organisation sociale, en consolidant les acquis;
- protéger un environnement toujours fragile.

5.6.2 Sous-secteur élevage

5.25. Le développement de l'élevage contribuera à améliorer la capacité d'offre de la République de Djibouti. Pour cela le gouvernement envisage d'accroître substantiellement la production animale à travers l'adoption de système d'élevage et la construction d'infrastructures appropriées tel que le port à bétail mais également des centres de quarantaine afin de renforcer la capacité de contrôle vétérinaire et valoriser le sous-secteur.

5.26. Les stratégies suivantes retenues permettront l'augmentation des productions des différents sous-secteurs pour améliorer leur contribution au développement socio-économique du pays.

6 CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

6.1. La République de Djibouti croit fermement et attache une importance particulière à ce type d'examen lié à la formulation et à l'application des politiques commerciales des Membres, qui favorise la transparence. Elle se réjouit donc d'avoir procédé, avec l'aide du Secrétariat de l'OMC, au deuxième examen de sa politique commerciale.

6.2. Ce deuxième examen a permis de montrer que la république de Djibouti jouit actuellement d'un environnement économique robuste, dynamique et en pleine expansion, qui a amélioré le niveau de bien-être de la population. Entraînée par les performances de certains secteurs clés liés principalement au commerce international, cette conjoncture a été favorisée par des réformes économiques et sociales judicieuses. Ces résultats se renforceront très certainement au cours des prochaines années, pour le plus grand bénéfice du pays, de ses partenaires commerciaux et des échanges régionaux.

6.3. La République de Djibouti maintiendra un régime commercial ouvert et favorable à l'activité économique. Elle continuera à mener des politiques favorisant l'intégration régionale et l'insertion internationale de son économie.
